














CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES







Marché de prestations de traiteurs et réceptions

CCI Bayonne Pays Basque
50-51 Allées Marines
BP 215
64100 BAYONNE
Tél : 05.59.46.59.05

L'ESSENTIEL DE L'ACCORD CADRE

	Objet	Marché de prestations de traiteurs et réceptions
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	Lot unique
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	4 ans
	Reconduction	
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

L'ESSENTIEL DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

	Forme des MS	Ordinaire
	Fréquence d'attribution des MS	A la survenance du besoin
	Critères d'attribution des MS	Identiques à l'accord-cadre
	Délai d'exécution des MS	Défini dans l'accord-cadre
	Pénalités de retard	Prévues dans l'accord-cadre
	Résiliation des MS	Prévue dans l'accord-cadre

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Durée et délais d'exécution	5
4.1 - Durée du contrat	5
4.2 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents	5
6 - Prix.....	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
5.2 - Modalités de variation des prix	5
6 - Garanties Financières	6
7 - Avance	6
8 - Modalités de règlement des comptes.....	6
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	6
8.3 - Délai global de paiement	7
8.4 - Paiement des cotraitants	7
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	7
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	7
10 - Développement durable	8
11 - Constatation de l'exécution des prestations	8
11.1 - Vérifications	8
11.2 - Décision après vérification	8
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	8
13 - Pénalités.....	8
13.1 - Pénalités de retard.....	8
14 - Assurances	8
15 - Résiliation du contrat.....	8
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	8
15.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents	9
15.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	9
16 - Règlement des litiges et langues.....	9
17 - Dérogations.....	9
18 – Clauses techniques particulières	10

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent le marché de prestations de traiteurs et réceptions pour la CCI de Bayonne Pays Basque (y compris pour son Centre Consulaire de Formation / EMISA) et la Société Portuaire Port de Bayonne.

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents.

Lieu(x) d'exécution :

- CCI Bayonne Pays Basque / Hôtel Consulaire – 50-51, allées Marines - 64100 Bayonne.
- Société Portuaire Port de Bayonne – 1, rue de Donzac – 64100 Bayonne.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Ce marché fait l'objet d'un accord-cadre attribué à plusieurs opérateurs économiques.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Les marchés subséquents seront des marchés ordinaires.

1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence des titulaires référencés. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin. Aucun volume ou montant de commande minimum n'est garanti aux titulaires référencés sur ce marché. En revanche, un montant maximum de commandes sur ce marché est fixé à 110.000 €HT pour la durée totale de l'accord-cadre (4 ans au maximum).

Les dits titulaires doivent déposer une offre à chaque remise en concurrence préalable dans un délai de 48h suivant la demande de la CCI Bayonne Pays Basque.

En cas d'absence de nouvelle offre, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre.

Les critères retenus pour l'attribution des marchés subséquents sont identiques à ceux de l'accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (arrêté du 30 mars 2021)
- Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat jusqu'au 30/06/2029.

Durée initiale de l'accord-cadre : 1 an (à compter de la date de notification du marché jusqu'au 30/06/2026) avec reconduction possible du marché pour une, deux ou trois années supplémentaires sans pouvoir excéder le 30/06/2029 (soit 4 années au maximum). Le marché pourra être dénoncé à la date anniversaire du marché par la CCI de Bayonne Pays Basque, sous réserve de respecter un préavis de 3 mois, signifié par lettre recommandée avec avis de réception au titulaire du marché.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 03/07/2025.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 30/06/2029.

4.2 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

La durée du contrat des marchés subséquents est identique à celle prévue pour l'accord-cadre au point 4.1 du présent CCP.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

6 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par application d'un prix unitaire par personne en € HT sur la base des stipulations de l'acte d'engagement et de son annexe financière n°2 (bordereau de prix).

Toutefois, ces prix pourront être ajustés lors de chaque remise en concurrence en fonction du besoin exprimé par la CCI Bayonne Pays Basque.

Pour toute prestation non prévue dans l'accord cadre initial, les entreprises référencées seront consultées et établiront un devis complémentaire.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix pourront faire l'objet d'une révision annuelle à la date anniversaire de la notification du marché, d'un commun accord entre les parties, sans que cette révision ne puisse excéder 3% par an.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 15 jours avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Pour la CCI Bayonne Pays Basque – SERVICE GENERAL :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique – CCI Bayonne Pays Basque - SIRET : 18640005700011

Pour le Centre Consulaire de Formation – EMISA

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique – Centre Consulaire de Formation EMISA - SIRET : 18640005700078

Pour la Société Portuaire Port de Bayonne :

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques ne sont pas effectués par Chorus Pro, mais :

- par email à l'adresse suivante : compta.fournisseurs@bayonne.port.fr
- ou par voie postale à l'adresse suivante :
SOCIETE PORTUAIRE PORT DE BAYONNE – Service comptabilité
1 rue de Donzac
64100 BAYONNE

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Une attention particulière sera portée sur l'utilisation de produits locaux ou régionaux encourageant un approvisionnement en circuit court.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts

du titulaire.

15.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

15.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Pau est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

17 - Dérogations

- L'article 9 du CCP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

18 – Clauses techniques particulières

Le présent point 18 du Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) stipule les conditions de réalisation des prestations de traiteurs et réceptions pour le compte de la CCI de Bayonne Pays Basque (y compris pour son Centre Consulaire de Formation / EMISA) et de la Société Portuaire Port de Bayonne.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Attention : La proposition du candidat doit prendre en compte la fourniture et l'installation des nappes, des serviettes, de la vaisselle, de la verrerie et des « clips » nécessaires à la prestation, ainsi que le nettoyage des lieux de réception.

Une attention particulière sera portée sur l'utilisation de produits locaux ou régionaux encourageant un approvisionnement en circuit court.

18-A- Besoin / Prestations demandées :

18- A-1- Buffets froids

- **Buffets froids (pour 20 personnes minimum)** – Proposition détaillée et chiffrée à établir dans le mémoire technique sur la base de :
 - Salades composées
 - Charcuterie / viande / poisson
 - Fromage
 - Dessert
 - Eau (plate et gazeuse) – pain et café

Merci de mentionner dans le mémoire technique le prix par personne service compris, ainsi que le % de produits locaux ou régionaux utilisés.

18- A-2- Buffets chauds

- **Buffets chauds (pour 20 personnes minimum)** - Proposition détaillée et chiffrée à établir dans le mémoire technique sur la base de :
 - 2 entrées au choix
 - 2 plats chauds au choix (viande, poisson)
 - Fromage
 - Dessert
 - Eau (plate et gazeuse) – pain et café

Merci de mentionner dans le mémoire technique le prix par personne service compris, ainsi que le % de produits locaux ou régionaux utilisés.

18- A-3- Repas assis

Repas assis (à partir de 6 personnes minimum) - Proposition détaillée et chiffrée à établir dans le mémoire technique sur la base de :

- 3 entrées simples au choix
- 3 plats principaux au choix (viande, poisson)
- 3 desserts au choix
- Eau (plate et gazeuse) – pain et café

Merci de mentionner dans le mémoire technique le prix par personne service compris, ainsi que le % de produits locaux ou régionaux utilisés.

18- A-4- Petits Déjeuners

- **Petits déjeuners (à partir de 10 personnes minimum)** - Proposition détaillée et chiffrée à établir dans le mémoire technique sur la base de café, thé, lait, citron, jus de fruits, mini-viennoiseries (croissant, chocolatine, pain aux raisins), eau plate et gazeuse.

Merci de mentionner dans le mémoire technique le prix par personne service compris, ainsi que le % de produits locaux ou régionaux utilisés.

18-A-5- Cocktails simples

- **Cocktails simples avec canapés salés froids et pain surprise (pour 20 personnes minimum)** - Proposition détaillée et chiffrée à établir dans le mémoire technique sur la base d'un cocktail simple avec canapés salés froids et pain surprise (5 pièces minimum), eau plate et gazeuse.

Merci de mentionner dans le mémoire technique le prix par personne service compris, ainsi que le % de produits locaux ou régionaux utilisés.

18-A-6- Cocktails - Réceptions

- **Cocktails - Réceptions (pour 20 personnes minimum)** - Proposition détaillée et chiffrée à établir dans le mémoire technique sur la base de cocktail – canapés froids / chauds salés – mignardises sucrées (10 pièces par personne), eau plate et gazeuse.

Merci de mentionner dans le mémoire technique le prix par personne service compris, ainsi que le % de produits locaux ou régionaux utilisés.

Fait le

A

Cachet et signature du candidat habilité